



INSTITUT DE FRANCE
Académie des sciences



Développement durable, Changement climatique et Éducation

3 novembre 2016

Table ronde

Comment améliorer l'impact des actions de "l'équipe France" dans le monde ?

Virginie Bleitrach, Agence Française de Développement

1 - Quel positionnement de l'AFD aujourd'hui ?

L'action de l'AFD s'inscrit au cœur des enjeux de développement durable, dans le cadre d'un agenda international profondément renouvelé en 2015 et fortement mobilisateur.

En tant qu'agence de développement en charge de la coopération bilatérale en éducation depuis une quinzaine d'année, l'AFD décline la stratégie de coopération française à l'international et ses priorités diplomatiques, dans une double logique de développement et d'influence. Elle s'inscrit au cœur d'une équipe France qui cherche à unir ses forces, à mieux valoriser la richesse et la variété des acteurs (partenaires table ronde).

L'agence a engagé plus de 1MM€ entre 2013 et 2015 dans les secteurs de l'éducation et de la formation, dont plus de la moitié en faveur de l'enseignement fondamental, principalement en Afrique francophone et en Méditerranée.

Son action s'appuie sur des convictions fortes :

- L'éducation et la formation ne peuvent à elles seules permettre de relever tous les défis du DD. Cependant, l'accès équitable à une éducation de base et une formation de qualité a des impacts directs sur le DD et la réduction de la pauvreté.
- Sur le plan environnemental, la transition vers des modèles plus sobres en énergie et autres ressources naturelles, la préservation de la biodiversité, la prévention et la protection contre les catastrophes naturelles..., ne seront pas possibles sans l'émergence de connaissances et compétences nouvelles, sans transformer en profondeur les mentalités, modes de consommation et de production...
- En ce sens, l'éducation joue un rôle primordial pour sensibiliser et accélérer la prise en compte des enjeux environnementaux par la population et promouvoir l'évolution des comportements et perceptions nécessaires à l'adaptation au CC et à l'atténuation de ses effets. Les infrastructures ne peuvent pas seules changer les choses.

- Les enfants / les jeunes sont de puissants agents de changement. Nous sommes convaincus que s'engager pour l'éducation et la formation c'est soutenir de puissants outils d'adaptation, de transformation et de résilience. C'est une urgence (négligée ?) pour permettre aux individus et aux sociétés de comprendre et s'adapter à un monde changeant et agité, de répondre aux chocs et de les prévenir. C'est une nécessité, plus globalement, pour façonner, penser et construire des modèles de développement plus soutenables et mieux partagés, pour saisir les opportunités de développement, forger la résilience des individus et des systèmes et rendre possibles les transitions.

Forte de ces convictions, l'AFD définit les priorités suivantes en éducation-formation:

- Déployer les opportunités d'accès à l'éducation de base, tout en améliorant la qualité des enseignements / apprentissages
- Selon des modalités alignées sur les politiques sectorielles ... et ancrées sur le pilotage local des établissements avec les communautés (parents élèves)
- Cette stratégie intègre aussi trois dimensions transversales :
 - o Le développement de cadres de gouvernance participatifs, transparents et efficaces pour renforcer la légitimité de l'action publique et mobiliser les parties prenantes
 - o L'atténuation des vulnérabilités
 - o L'accompagnement des transitions

Concrètement, l'AFD intègre le DD dans ses opérations en éducation et formation-insertion et la lutte contre le CC à travers différents leviers :

- La promotion de l'équité et notamment la prise en compte des enjeux de genre : les disparités accroissent en effet les vulnérabilités aux effets négatifs de la dégradation de l'environnement. Il s'agit donc de répondre aux besoins des enfants/jeunes les plus marginalisés et menacés. Des mesures spécifiques visent à améliorer l'accès et le maintien des filles à l'école : l'éducation des filles et des femmes est une des mesures les plus efficaces pour renforcer l'adaptation de la communauté au CC.
- L'AFD intervient aussi, toujours à la demande des pays partenaires, sur les curricula sur plusieurs dimensions. Certains projets intègrent des évolutions pédagogiques pour améliorer la formation des enseignants et les apprentissages en mathématiques et sciences (FI / FC, ressources, manuels, pratiques enseignantes...). Cf LAMAP. Ils peuvent également concerner l'enseignement civique et l'éducation à la citoyenneté pour améliorer les comportements (vivre ensemble et gestes quotidiens du DD)

Ex : Madagascar, Bénin (collège), Sénégal (collège et primaire) : formation des enseignants, appui aux établissements scolaires (laboratoires, remédiation en sciences), Maroc (primaire et secondaire)

- L'AFD appuie par ailleurs de projets pour construire une gestion partagée de l'école entre acteurs éducatifs et communautés/collectivités. Cela se traduit par des projets d'école axés sur l'environnement, le changement climatique, la cohésion sociale en lien avec les priorités et pratiques des communautés ; par l'intervention des ONG sur des enjeux genre, citoyenneté, qualité de la vie scolaire, la réussite des élèves, maintenance des écoles ; par des actions via l'éducation non formelle / activités extrascolaires pour permettre aux enfants d'interagir avec leur environnement (sorties, projets de recherche et d'action pratiques)

Interventions au niveau des établissements scolaires sur deux dimensions souvent articulées :

- Pour l'amélioration de la vie scolaire, de la scolarité des filles, de la lutte contre les violences scolaires (Gabon, Bénin, Sénégal Casamance, Togo)
- Pour l'amélioration de la réussite des élèves (soutien scolaire, promotion des sciences, orientation) : Maroc, Sénégal Dakar.

- L'AFD soutient le développement des compétences pour accompagner la transition écologique : Il s'agit d'adapter l'offre de formation et les profils et compétences recherchés. Des projets sont développés en forma pro et ES dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ex IFMERE ; NAPTIN), du bâtiment, des transports, de la gestion des ressources naturelles (Ex Forêts), en faveur d'une formation agricole et rurale renouvelée et diversifiée intégrant l'apprentissage des pratiques agro-écologiques et la défense de la biodiversité
 - Ces projets peuvent également être articulés avec la recherche (ex PST Pérou, UIH)
 - De même, elle appuie des programmes de formation – insertion pour les populations vulnérables qui accompagnent le développement de l'entrepreneuriat et autres compétences nécessaires à des emplois « verts » liées à l'environnement et aux risques de catastrophes (y.i HIMO) afin d'augmenter la résilience des populations
 - L'AFD s'attache enfin à promouvoir de bonnes pratiques écologiques dans les normes de construction et le design architectural des écoles, collèges, centres de formation et universités, en impliquant les communautés et entreprises locales : matériaux locaux, infrastructure adaptée à l'environnement culturel et naturel, efficacité énergétique, amélioration des conditions d'apprentissage et de sécurité (eau, assainissement, ...), prise en compte de la vulnérabilité climatique dans les constructions (environnement protecteur face aux risques de catastrophe naturelle, tremblements de terre, tempêtes, sécheresse, inondations...).
- Togo, collèges créés en matériaux locaux avec des entreprises locales et les communautés (dimension culturelle, de préservation de techniques ancestrales et de modèles architecturaux locaux et dimension écologique de moindre empreinte carbone des bâtiments et de plus grande capacité des communautés à entretenir les infras)
 - Equateur : établissements-pilotes adaptés aux contextes culturels et environnementaux amérindiens, en Amazonie ou dans les montagnes (matériaux locaux, impact limité sur l'environnement, bâtiment représentatif de l'imaginaire culturel et architectural de la population cible, acceptation sociale de l'école par la communauté) et développement de ressources pédagogiques adaptées au niveau linguistique et culturel (pas de demande spécifique sur EDD du point de vue changement climatique ou biodiversité)
 - En RDC, des salles de classe sont construites dans une approche communautaire avec des briques de terre compressées stabilisées qui n'utilisent donc pas de bois pour la cuisson des briques
 - Echec au Sénégal pour des établissements en matériaux locaux en Casamance malgré l'existence d'entreprises et d'exemples de bâtiments en matériaux locaux dans la région : problèmes d'acceptation sociale et par l'administration scolaire. Proposition de matériaux locaux interprétée comme la manifestation de la relégation sociale et politique de la région par rapport à Dakar : manque de temps du projet pour accompagner un changement de perception suffisant pour intégrer cet aspect dans le projet.

2 - Limites de notre action aujourd'hui ? Quelles « barrières »

Au niveau de l'AFD :

Ces exemples montrent que la stratégie et les interventions ne sont pas en contradiction avec la prise en charge d'une EDD et CC. Ils soulignent en revanche des limites dues à un certain nombre de barrières dont :

- Une approche volontariste mais qui demeure cloisonnée (différents éléments cités précédemment ne sont pas abordés dans une démarche intégrée)
- Des ressources en subvention qui se réduisent comme peau de chagrin et imposent des arbitrages
- L'absence d'un focus particulier sur l'éducation dans la stratégie climat de l'AFD : le lien n'est pas clairement établi ni valorisé

- Un manque d'incitation en raison de la difficulté à mesurer les impacts (plus facile de traduire des projets d'infras en Tonnes de carbone évitées)
- Une faible demande (tout au moins peu structurée) du côté des pays partenaires

Au niveau des pays

- Une thématique non prioritaire : demande non clairement énoncée ... ou de manière cloisonnée. Faible prise en compte des enjeux du CC dans les stratégies sectorielles de l'éducation (due à une faible prise de conscience (ou désintérêt) des acteurs ?)
Ex Au sein de la stratégie sectorielle du Niger pour 10 ans, les enjeux de changement climatique figurent parmi les éléments de contexte au même titre que l'accroissement démographique particulièrement important, mais ne se traduisent pas en choix stratégique spécifique.
- Enjeux du CC souvent insuffisamment pris en compte dans les programmes scolaires et les pratiques enseignantes ou, lorsqu'ils sont pris en compte, insuffisamment contextualisés.
- Peu de demande pour la Formation des enseignants (FI / FC / Ressources pédagogiques...) or le manque de connaissances et de compréhension de l'enseignant est un obstacle majeur à la mise en place efficace de programmes scolaires consacrés au développement durable et au CC. L'enseignement des sciences est faible dans le primaire faute de formation suffisante des enseignants
Ex Au Niger, 70% des enseignants sont contractuels et n'ont pas de formation initiale pédagogique

Au niveau international / français : de nombreux acteurs mais pas de coalition structurée ?

3 - Pistes pour améliorer l'impact de nos interventions ? Comment aller plus loin ?

Peut-être est-il encore trop tôt pour envisager d'améliorer l'impact des actions françaises dans ce domaine. Sans doute faudrait-il d'abord structurer des actions qui soient construites autour de l'ambition d'accompagner le DD par l'éducation et inscrire le caractère transformationnel (des comportements et représentations) par l'action éducative au cœur des politiques éducatives.

Autrement dit, penser l'éducation autrement : interactions disciplinaires, articulation entre dimensions pratiques et cognitives, enjeu de citoyenneté autant que de savoir.... Il ne suffit pas d'ajouter des contenus d'enseignement sur le CC...

Il conviendrait de mener une réflexion globale sur ce qu'implique pour un système éducatif sa responsabilité dans un changement large et intégré des comportements et des représentations sur le changement climatique, sur l'impact de l'homme sur son environnement immédiat et global par ses pratiques et ses choix.

Promouvoir une intégration plus systémique incluant (cf UNICEF) :

- L'action de l'UNICEF porte sur l'intégration de l'EECC dans l'ensemble du système éducatif par différents biais (intégrée dans la conception, dans le fonctionnement et dans la pratique des écoles) :
 - o Des processus d'enseignement et d'apprentissage actifs, inclusifs et participatifs
 - o Des enseignants qualifiés et stimulants
 - o Des environnements d'apprentissages favorables et sûrs ; infrastructures et installations scolaires
 - o Des liens inhérents avec les communautés ; gestion et la gouvernance des établissements scolaires

Mais aussi

 - o Les politiques et la législation
 - o Les budgets et les plans sectoriels de l'éducation

- Les programmes scolaires et les examens (La promotion de contenus scolaires intégrant les enjeux économiques, écologiques et sociaux contemporains (EEDD))

+ un engagement intersectoriel afin de contribuer en même temps aux objectifs propres à chaque secteur en matière de CC

Afin d'appuyer la prise en compte des enjeux du CC dans les stratégies sectorielles de l'éducation, des mesures pourraient être incluses de manière effective dans les processus de planification du secteur :

- Nécessité d'un plaidoyer fort des acteurs présents dans le dialogue sectoriel pour la prise en compte de ces questions dans les Plans Sectoriels de l'Education, en tenant compte des priorités et des contraintes sectorielles (entre choix stratégiques et ressources financières contraintes).
- Nécessité d'inclure dans le diagnostic du secteur de l'éducation, préalable au développement d'un PSE, une analyse spécifique sur les aspects du CC, les risques de catastrophes et les vulnérabilités.
- Nécessité d'identifier des recommandations opérationnelles afin que le CC et le DD ne restent pas au stade d'intention mais se traduisent concrètement en action.

Que faire ?

- Intensifier le dialogue et construire une vision par les MEN de leur responsabilité pour pousser l'agenda DD et définir une vision structurée de ce sur quoi ils doivent agir de manière intégrée : exemples de bonnes pratiques, de solutions pédagogiques disponibles (curriculum, formation des enseignants, ressources pédagogiques), les exemples d'actions entre écoles et communautés
 - ⇒ Conférence à l'initiative du MEN français via la CONFEMEN ou l'ADEA ?
 - ⇒ *Identifier les acteurs porteurs d'expertise prêts à se mobiliser au niveau international : Mobiliser les coalitions d'acteurs ? Coopération Nord-Sud sur les plateformes existantes ? (cf YouthXchange, UNCC learn...)*
 - ⇒ *Exemple français à illustrer ? Expertise française (publique et privée, ING, fondations N. Hulot, Coopération décentralisée, recherche...)*

Mobilisation MAEDI ? Cf Convention de partenariat AFD-AEFE qui sera signée au Salon de l'éducation le 18 novembre = volonté de travailler ensemble pour sensibiliser les élèves du réseau de l'AEFE au développement durable.

- Mobiliser les réseaux universitaires et scientifiques pour faire évoluer la formation des formateurs et des cadres qui propose jusqu'à présent des solutions cloisonnées autour des disciplines. Le lien entre ES et EN est souvent complexe et peu articulé.
 - ⇒ *Articulation avec la recherche pour améliorer la compréhension des enjeux et l'adaptation des solutions*
 - ⇒ *Rôle de l'Académie des sciences et de l'AUF ?*
- Mobiliser les financements internationaux (fonds vert ?) : consacrer une part de ces financements aux éducateurs et pas seulement aux ingénieurs ? L'investissement en faveur de l'éducation devrait être considéré comme une priorité pour renforcer la capacité des sociétés et individus à s'adapter.

En Haïti, la redéfinition des finalités de l'enseignement fondamental, la diversification des enseignements (avec l'introduction de l'initiation aux activités productives / entrepreneuriat par exemple, préparant au mieux les élèves à s'insérer, ou à poursuivre leurs études au secondaire ou en formation professionnelle) permettra d'apporter des réponses mieux ciblées aux attentes des parents et des jeunes, ce qui constitue une clef de la cohésion sociale. Par ailleurs, à la demande du MEN haïtien, la révision des curricula portera une attention particulière à l'éducation au développement durable, notamment la protection de l'environnement et l'éducation à la citoyenneté (doter l'ensemble des élèves des compétences et connaissances utiles pour s'insérer dans la société, éducation aux valeurs sociales et culturelles du pays, développement du sens des responsabilités civiques, ...).